



Vive l'Europe libre ! Nos 21 engagements pour un Printemps européen.

Libérons les peuples des pollueurs et prédateurs pour un droit à se nourrir sainement, à respirer un air pur, à préserver durablement nos ressources.

1. Donnons l'argent européen au climat, pas aux banques. 500 milliards par an pour le Green New Deal !

Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050 libérée des énergies fossiles et nucléaires. Par sa taille, l'Europe en a les moyens. Par sa taille, elle en a la capacité. Ces engagements seront tenus sur le sol européen sans recourir aux artifices du marché carbone. Nous financerons les investissements massifs dans les économies d'énergie, le logement et la rénovation thermique, les énergies renouvelables, et les mobilités propres par engagement financier de 500 milliards d'euros par an, dégagé grâce à la mobilisation des banques centrales. Cet investissement est à la hauteur de l'enjeu historique qu'est la construction d'un nouveau modèle de société et la lutte contre le changement climatique et les inégalités. Il permettra de créer des centaines de milliers d'emplois durables et non-délocalisables. Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.

2. Décidons d'un plan d'urgence absolue pour sauvegarder la biodiversité et le bien-être animal, créons une Cour Européenne de l'Environnement !

L'Europe doit punir avec une tolérance zéro, les responsables de crimes contre la biodiversité et le vivant. Pour lui donner les moyens d'agir, nous travaillerons à faire reconnaître le crime d'écocide et créerons une cour européenne des droits de la nature pour garantir aux générations futures le droit à vivre dans un environnement pérenne. Nous continuerons à porter au Parlement européen le combat pour la reconnaissance de la responsabilité des pollueurs, dans des scandales sanitaires et environnementaux tels que le chlordécone aux Antilles. La mobilisation de ces nouveaux outils permettra également de mener le combat sur les boues rouges dans le parc national des Calanques, en Guyane contre le projet Montagne d'Or.

3. Créons un « bouclier bio » pour sauver notre alimentation et nos agriculteurs

Nous mettrons en place un bouclier bio qui financera intégralement les coûts du passage à l'agriculture biologique pour les agriculteurs. Cette nouvelle politique agricole commune sera financée par la taxation des importations hors UE de produits alimentaires non biologique. Nous soutiendrons la diversification des installations agricoles, la réduction de la part des monocultures (banane et canne à sucre), et nous soutiendrons l'installation des petits producteurs à travers un nouveau régime d'aide redistributif.

4. Interdisons immédiatement les polluants et perturbateurs endocriniens

Soyons clairs : notre santé passe bien avant leurs profits. Nous voulons rendre l'Europe respirable. Pour cela, il faut réduire drastiquement les émissions de polluants dans l'air et nos assiettes. Entraînant des maladies respiratoires mais aussi cardio-vasculaires, la pollution de l'air tue prématurément plus que le tabac en ciblant particulièrement les enfants, les personnes fragiles et les populations les plus précaires. C'est en Europe que se décident les moyens de protéger notre santé. Nous interdirons définitivement les polluants et les perturbateurs endocriniens, qui empoisonnent les corps, l'eau et les aliments. Et parce que protéger la santé des autres, c'est aussi protéger sa propre santé, nous soutenons une politique européenne ambitieuse d'accès aux médicaments innovants tels que la thérapie génique ou l'immunothérapie.

5. Refusons la prospection et l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste en Europe

Aujourd'hui nous assistons à une dégradation généralisée des sols à l'échelle mondiale dont les conséquences sont partout dévastatrices. L'extraction de gaz et de pétrole de schiste et de houille altère durablement la qualité de nos sols. Elle ne peut pas être la béquille pour pallier la hausse des prix du pétrole. C'est pourquoi nous nous opposons à l'exploration comme à l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste en Europe. Nous porterons la première directive de protection des sols.

6. Instituons l'énergie, l'eau et les transports comme des biens communs, des services publics gérés par tou.tes et pour tou.tes

Partout en Europe, les maires et représentants locaux incitent les gens à participer à la vie politique et à créer le changement au niveau local. Mais, particulièrement dans la ruralité et les quartiers difficiles, ils manquent de moyens pour agir. Nous voulons renforcer le rôle des collectivités locales en Europe et de les rendre plus autonomes. Nous lutterons pour mettre fin à la privatisation des services municipaux comme l'eau et l'énergie. Nous nous battons aussi pour décentraliser et assouplir la gestion des milliards d'euros des fonds européens, de cohésion afin de les investir dans les services de proximité pour l'énergie, l'eau et les transports, particulièrement dans les Outre-mers. Nous instaurerons une norme européenne de santé avec l'obligation pour les Etat de mettre en place des services publics de santé de qualité et de proximité.

7. Refondons les traités par des assemblées citoyennes : établissons une Assemblée Constituante Européenne !

L'Union est actuellement gouvernée par un ensemble de « traités » rédigés par des diplomates non élus et des Ministres d'Etat – sans la moindre contribution de ses citoyen.nes. Dans les premiers mois du mandat, avec nos partenaires européens, nous appellerons les peuples européens à se rassembler afin de rédiger une nouvelle constitution démocratique. Ce processus commencera par une Assemblée constituante européenne, à laquelle, le Printemps européen donnera l'envoi. Nous irons de ville en ville et de pays en pays pour demander aux citoyen.nes ce qu'ils et elles attendent d'une nouvelle Constitution Européenne. Ce processus culminera dans la mise en place d'une Assemblée constituante, composée de représentant.es de toute l'Europe, élu.es démocratiquement, et qui rédigeront la nouvelle Constitution démocratique.

Libérons la démocratie des groupes de pression pour que nos décisions ne soient plus prises en fonction des seuls intérêts économiques d'une minorité.

8. Finissons-en avec le règne des lobbys ! Exigeons la présence d'une vigie éthique (ONG) pour toute réunion avec des décideurs européens

A Bruxelles, tout le monde sait que de puissants lobbys industriels et financiers, géants du numérique en tête, dépensent des sommes folles pour influencer les politiques. Ils ne doivent plus faire la loi. Nous demanderons la réduction drastique des dépenses de lobbying,

9. Organisons le lobby citoyen (ONG, Syndicats, citoyen.nes tiré.es au sort...) pour contrôler l'action de l'Europe.

Le « lobby citoyen » est force de propositions pour faire entendre la voix des Européens sur l'Union européenne auprès de nos député.es. Nous lui donnerons les prérogatives et les moyens d'informer, de mobiliser et de contrôler les institutions européennes.

10. Arrêtons les traités de libre-échange, arrêtons tous les TAFTA ! Des normes écologiques et sociales aux frontières de l'Union pour les échanges commerciaux

L'Union européenne doit protéger ses industries stratégiques si elle veut réussir sa transition écologique. Les traités commerciaux actuels sont un non-sens fiscal, social et environnemental. Au contraire, il faut retrouver une souveraineté démocratique sur les secteurs stratégiques tels que la sécurité des données personnelles et le climat. Nous refuserons que les produits importés en Europe favorisent le dumping social et détruisent l'environnement au nom du moindre coût. Nous mettrons en place les mesures financières correctrices : ajustement carbone aux frontières et clauses sociales protectrices. Par principe, tout accord engageant des reculs dans des domaines clefs tels que l'agriculture, l'environnement, la santé, les métaux de base et les données numériques sera rejeté. Les funestes « tribunaux d'arbitrage », justice d'exception conçue pour les multinationales, doivent être purement et simplement interdits.

Libérons la société du modèle économique archaïque, libéral et inégalitaire.

11. Partageons les richesses : impôt sur les grandes fortunes européennes (ISF européen) et Taxe sur les Transactions Financières, punissons les fraudeurs fiscaux et sociaux.

L'Europe doit être un instrument de redistribution, pour faire disparaître le fossé entre les ultra-riches et les classes moyennes et populaires qui y habitent. Les premiers doivent participer à l'effort de solidarité, de même que les grandes firmes qui échappent à l'impôt grâce à de savants montages quand les contribuables honnêtes participent à l'effort collectif. Nous proposerons au Parlement une opération européenne de type "mains propres" pour lutter contre tous les tricheurs fiscaux et protéger notre patrimoine social et économique commun. Cela doit se faire à l'échelle de l'Union par une harmonisation fiscale dans tous les pays.

12. Avançons vers un Revenu Universel européen

Pour casser le mur de la pauvreté et émanciper pleinement les citoyen.es, nous portons un Revenu Universel européen, financé par la Banque centrale européenne et par toute entreprise lors de son introduction en bourse. Ce revenu est à destination de tous. Il ne remplace pas les prestations sociales. Il permettra à chacun.e, de vivre dignement, de gagner en autonomie et d'assurer ses transitions professionnelles.

13. Réalisons vraiment la justice sociale en Europe

Salaire minimum dans tous les Etats-membres, assurance-chômage européenne, taxe sur les différentiels de cotisations sociales sur le travail détaché, inspection européenne du travail avec pouvoir de sanction, 35 heures et 35 jours de congés partout en Europe, etc. : les solutions pour tirer les droits sociaux vers le haut sont connues, appuyés par les ONG, les syndicats européens et les citoyens, maintenant, appliquons-les ! Nous défendrons la portabilité des droits des personnes en situation de handicap à travers toute l'Europe.

14. Démontrons que nos emplois valent plus que leurs machines : taxe robot

Là où des intelligences artificielles et les robots remplacent des êtres humains, il doit y avoir une compensation. Dans la vie quotidienne il est devenu difficile de faire sans le numérique. De plus en plus, chacun.e doit passer par le numérique, pour accéder aux services publics et à ses droits, pour se former et trouver un travail. Accéder, en tout point du territoire, à un socle de compétences numériques, à une véritable « culture numérique » émancipatrice et à un accueil humain garanti, doit être un droit fondamental des citoyen.nes à l'ère de la société numérique. Les entreprises doivent aussi contribuer pour financer la protection sociale demain. Nous mettrons en place une fiscalité européenne sur le travail des robots et des algorithmes pour les entreprises qui remplacent les humains par des machines.

Libérons les citoyen.nes des discriminations, du racisme et des entraves à la liberté.

15. Réalisons enfin l'égalité Femme-Homme !

Aucun pays ne peut rejoindre ou rester dans l'Union européenne s'il ne protège pas les droits des femmes. Nous voulons sanctuariser le droit à l'avortement, comme condition sine qua non, à l'adhésion à l'Union européenne. Par ailleurs, pour lutter efficacement contre les violences de genre, nous voulons un alignement de la législation de tous les Etats-membres sur les dispositions les plus protectrices en Europe.

Même travail = même salaire. C'est aussi simple que cela. Nous nous battons dès les premiers mois du mandat pour porter ces mesures. Une directive anti-précarité des femmes, qui imposera la transparence des fiches de salaires, la création d'une inspection européenne du travail pour contrôler les employeurs et sanctionner en cas de non-respect de l'égalité salariale ou de recours excessif au temps partiel. Nous demandons un congé parental pour le second parent, rémunéré comme le congé maternité.

16. Construisons un toit pour chacun.e : investissement européen pour des logements abordables

Pour en finir avec le logement rare et cher, nous devons construire plus de logements pour la location ou l'achat qui soient, accessibles au plus grand nombre, économes en énergie, et bien répartis dans les territoires. Arrêtons de confier le droit à vivre dans un logement décent, bien isolé et peu coûteux en énergie aux seules mains des grands promoteurs immobiliers. Le plan d'investissement du Green new deal sera le levier pour rénover et construire chaque année les logements dont nous avons besoin pour que tous et toutes aient un toit pour vivre dignement.

17. Innovons avec le « Pass liberté » : 1 an de mobilité garantie et gratuite pour tous les jeunes Européens de 16 à 25 ans, l'Erasmus vraiment pour toutes et tous

La liberté, ce n'est pas fait pour les marchandises et les capitaux mais pour les humains. Nous voulons des citoyens européens libres de circuler dans tous les pays de l'Union, quels que soient leurs moyens financiers. Pour les 16-25 ans, nous garantirons un droit à la mobilité avec le « Pass Liberté » pour poursuivre une formation initiale, un apprentissage linguistique, professionnel ou un projet de reconversion, grâce à une bourse de 850 euros par mois pendant un an.

18. Stoppons la privatisation de la culture : un financement public européen de la création et du patrimoine.

Au cours des dernières décennies, l'art a été privatisé : les collectionneurs fortunés privatisent et s'accaparent des œuvres précieuses, tandis que les gouvernements réduisent leur soutien aux musées. Nous nous opposerons à la privatisation des institutions culturelles européennes. Nous soutiendrons la classification de tous les sites historiques de l'Europe en tant que domaine public, en consacrant la propriété collective du patrimoine culturel. Nous soutiendrons un nouveau financement de l'Europe, pour soutenir les investissements des Etats membres dans les institutions et pratiques culturelles. Enfin, nous mettrons fin à l'exploitation des artistes. Nous demandons à toutes les institutions publiques de cesser d'utiliser des contrats qui privent les artistes de leur droit de disposer de leurs œuvres.

19. Aimons qui nous voulons : reconnaissons l'union entre deux personnes de même sexe quel que soit le pays européen.

Il devrait être aussi simple de vivre et d'aimer à Dublin, Marseille qu'à Bratislava. Nous demanderons à faire reconnaître l'union entre personnes de même sexe, quel que soit le pays européen dans lequel on vit, en s'alignant sur les pays les plus progressistes.

20. Accueillons dignement les migrant.es, c'est notre devoir ! Fin de « Dublin » et politique européenne de l'accueil et de l'asile

L'Europe s'est construite sur des valeurs humanistes. Pourtant la Méditerranée est aujourd'hui la mer la plus mortelle du monde. Nous demandons le respect de ces valeurs grâce à un régime commun de l'asile en Europe. Nous voulons la fin du soutien aux opérations de renvois de personnes interceptées dans l'espace maritime le plus mortel du monde. L'Europe doit se doter d'une agence indépendante de recherche et de sauvetage (visant à sauver, accueillir et gérer l'entrée des migrant.es en Europe)

21. Protégeons nos valeurs : créons une défense européenne indépendante.

Nous sommes loin du monde de l'après-guerre. La géopolitique prend la forme d'États continents, l'Europe ne peut plus demeurer spectatrice. La sécurité des Européens, de même que le crédit de l'Europe dans le monde exigent une organisation défensive européenne. C'est pourquoi nous devons anticiper la sortie de l'OTAN, outil inadapté au monde d'aujourd'hui, en vue de créer un commandement militaire européen. Cela suppose de créer une industrie européenne de défense et de cyberdéfense. Parce qu'il n'est pas acceptable d'armer ceux qui massacrent les peuples, nous interdirons les exportations d'armes hors de l'Europe.

